

Burundi : des soldats détenus pour refus de se déployer en RDC

Africanews, 28/02/2024 avec Associated Press (AP) Des dizaines de soldats burundais ont été arrêtés pour refus d'être déployés dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) dans le cadre de la lutte contre le groupe rebelle M23, qui progresse vers une grande ville frontalière, selon des officiers de l'armée, des responsables de l'administration pénitentiaire et d'autres témoins. Les soldats dissidents sont détenus dans au moins quatre prisons de ce petit pays d'Afrique centrale, ont-ils déclaré à l'Associated Press.

Les affrontements entre le M23, soutenu par le Rwanda selon les États-Unis, et les troupes congolaises se sont intensifiés ces dernières semaines, les rebelles menaçant la ville congolaise de Goma, la frontière avec le Rwanda. Le président burundais Évariste Ndayishimiye a reconnu, lors d'une émission publique le 29 décembre, la présence de troupes burundaises dans l'est du Congo en vertu d'un pacte de défense conclu avec les autorités congolaises. "Si vous n'aidez pas votre voisin à éteindre le feu quand sa maison brûle, demain, si c'est votre tour, il ne viendra pas vous aider", a-t-il déclaré. "Si le Burundi aide (le Congo), il se défend." Il a déclaré dans ce discours qu'il était "normal que des soldats burundais soient tués sur le territoire congolais".

Groupes rebelles Les tensions se sont accrues dans la région des Grands Lacs africains, le Rwanda, le Burundi et le Congo s'accusant mutuellement de soutenir les groupes rebelles violents qui opèrent dans les zones de non-droit de l'est du Congo. Le président congolais Felix Tshisekedi a accusé le gouvernement rwandais de soutenir activement le M23, qui contrôle un territoire proche de la frontière rwandaise. Des experts de l'ONU ont cité des "preuves solides" selon lesquelles des membres des forces armées rwandaises menaient des opérations de soutien aux rebelles dans l'est du Congo. Le Rwanda nie soutenir le M23. Parallèlement, le Burundi accuse le Rwanda de soutenir un autre groupe rebelle basé au Congo et opposé au gouvernement burundais. Ce groupe, connu sous le nom de RED-Tabara, a revendiqué la responsabilité de multiples attaques meurtrières à l'intérieur du Burundi. La dernière attaque, qui a fait au moins neuf morts, a eu lieu dimanche. Le mois dernier, le Burundi a suspendu ses relations diplomatiques avec le Rwanda et fermé sa frontière, en réaction au soutien prêté par le Rwanda au RED-Tabara, qui est basé dans la province du Sud-Kivu, au Congo. Le Rwanda nie cette allégation.

Centres de détention Les autorités burundaises n'ont pas révélé le nombre de soldats déployés dans l'est du Congo. Elles n'ont pas non plus commenté les arrestations de soldats qui refusent d'être déployés de l'autre côté de la frontière.

Selon deux officiers de l'armée et plusieurs gardiens de prison qui ont parlé à l'AP, les arrestations de soldats dissidents ont commencé en décembre, avec plus de 200 détenus. Au moins 103 d'entre eux sont détenus dans la prison de Rumonge, dans le sud-ouest du pays, ont indiqué deux gardiens de prison. D'autres sont détenus dans des centres de détention provisoire à Ngozi dans le nord, à Ruyigi dans l'est et à Bururi dans le sud, selon les gardiens de prison de chacun de ces établissements pénitentiaires. Un colonel de l'armée à Bujumbura, la capitale commerciale, a déclaré que de nombreux soldats ont été emprisonnés "pour avoir refusé de se battre aux côtés de l'armée congolaise contre le M23". Certains sont également accusés d'avoir volé des fonds de guerre, a-t-il ajouté, sans donner plus de détails.

"Certains ont été renvoyés de l'armée, mais il y en a aussi qui ont été acquittés. Ce n'est pas un secret que nombreux soldats sont détenus pour ces actes", a-t-il ajouté. Massacres Un capitaine de l'armée burundaise a déclaré à l'AP qu'il avait certifié l'armée après avoir refusé d'être envoyé au Congo. "Pour qu'un soldat professionnel s'engage dans le combat, il faut au moins qu'il y ait un motif au conflit", a-t-il déclaré. "Il doit également mesurer ses forces et ses faiblesses, ainsi que celles de l'ennemi. Mais dans la situation actuelle, on nous demande d'aller nous battre à l'aveuglette".

Washington a appelé à une désescalade des tensions dans l'est du Congo, où le M23 est l'un des plus de 100 groupes armés actifs dans l'est du Congo, cherchant à obtenir une part de l'or et des autres ressources de la région tout en perpétrant des massacres. De nombreux combattants du M23, y compris des Tutsis congolais, étaient autrefois membres de l'armée congolaise. Les dirigeants du groupe affirment qu'ils se battent pour protéger les Tutsis locaux des groupes extrémistes hutus tels que les Forces démocratiques de libération du Rwanda, dont les membres ont été par les auteurs du génocide de 1994 contre la minorité tutsie au Rwanda. Les autorités rwandaises ont fait part de leurs inquiétudes concernant ce groupe armé dans un communiqué publié la semaine dernière, rejetant les appels des États-Unis demandant au Rwanda de retirer ses troupes et ses systèmes de missiles du territoire congolais.

Associated Press, 28 February 2024 Burundian soldiers detained after refusing deployment in fight against rebels in Congo The dissenting soldiers are being held in at least 4 prisons across Burundi. Dozens of Burundian troops have been detained for refusing to be deployed to eastern Congo in the fight against the M23 rebel group as it advances toward a major border city, according to army officers, prison officials and other witnesses. The dissenting soldiers were being held in at least four prisons across the tiny central African country, they told The Associated Press. Clashes between M23, which the U.S. says is backed by Rwanda, and Congolese troops have intensified in recent weeks with the rebels threatening the Congo city of Goma on the Rwanda border. Burundian President Évariste Ndayishimiye, in a public broadcast on Dec. 29, acknowledged the presence of Burundian troops in eastern Congo under the terms of a defense pact with Congolese authorities. "If you do not help your neighbor put out the fire when his house is burning, tomorrow, if it is your turn, he will not come to help you," he said. "If Burundi is going to help (Congo), it is defending itself." He said in that address that it was "normal for Burundian soldiers to be killed on Congolese territory." Tensions have been rising in Africa's Great Lakes region as Rwanda, Burundi and Congo trade accusations over support for violent rebel groups operating in the lawless areas of eastern Congo. Congolese President Felix Tshisekedi has accused Rwanda's government of actively supporting M23, which controls territory near the Rwanda border. U.N. experts have cited "solid evidence" that members of Rwanda's armed forces were conducting operations in support of the rebels in eastern Congo. Rwanda denies supporting the M23. At the same time, Burundi is accusing Rwanda of supporting another Congo-based rebel group opposed to Burundi's government. The group, known as RED-Tabara, has claimed responsibility for multiple deadly attacks inside Burundi. The latest attack, in which at least nine people were killed, happened on Sunday. Burundi last month suspended diplomatic relations with Rwanda and closed their border, calling it a response to Rwanda's alleged

backing of RED-Tabara, which is based in Congo's South Kivu province. Rwanda denies the allegation. Burundian authorities have not revealed how many troops have been deployed to eastern Congo. They also haven't commented on the arrests of soldiers who refuse deployment across the border. Brig. Gaspard Baratuza, the Burundian military spokesman, did not respond to requests for comment. According to two army officers and multiple prison guards who spoke to the AP, the arrests of dissenting soldiers started in December, with more than 200 detained. They include at least 103 in the Rumonge prison in the southwest, two prison guards there said. Others were being held in remand centers in Ngozi in the north, Ruyigi in the east, and Bururi in the south, according to prison guards in each of those penal institutions. An army colonel in Bujumbura, the commercial capital, said many soldiers have been imprisoned "for having refused to fight alongside the (Congolese army) against the M23." Some also face additional charges of stealing war funds, he said, without elaborating. "Some have already been dismissed from the army, but there are also some who have been acquitted. It is no secret that many soldiers are detained for these acts," he said. The colonel, like others who spoke about the detentions, requested anonymity because of safety concerns. A Burundian army captain told the AP he had deserted the military after refusing to be sent to Congo. "For a professional soldier to engage in combat, there must at least be the motive for the conflict," he said. "He must also measure his strengths and weaknesses and those of the enemy. But in the current situation we are being asked to go and fight blindly." Washington has urged de-escalation of tensions in eastern Congo, where M23 is one of more than 100 armed groups active in eastern Congo, seeking a share of the region's gold and other resources as they carry out mass killings. Many M23 fighters, including Congolese Tutsis, were once members of Congo's army. The group's leaders say they are fighting to protect local Tutsis from extremist Hutu groups such as the Democratic Forces for the Liberation of Rwanda, whose members were among the perpetrators of the 1994 genocide against minority Tutsis in Rwanda. Rwandan authorities cited concerns over this armed group in a statement last week rejecting U.S. calls for Rwanda to withdraw its troops and missile systems from Congolese territory.